

Crédit aux SNF – France • Avril 2020

Les SNF continuent de recourir fortement au crédit pour faire face à leurs besoins à venir de trésorerie

- Le flux de crédits accordés aux SNF atteint + 25,3 GEUR en avril (après + 35,4 GEUR en mars), dont + 19,1 GEUR pour les seuls crédits de trésorerie.
- La croissance des crédits de trésorerie aux SNF continue donc d'accélérer vivement en avril (+ 16,7 %, après + 10,3 % en mars).
- La croissance des crédits à l'investissement est quasi-stable en avril (+ 6,3 %, après + 6,4 % en mars), tant pour les crédits à l'équipement (+ 7,7 %, après + 7,8 % en mars), que pour les crédits immobiliers (+ 4,2 %, après + 4,4 % en mars).
- Au total, le taux de croissance annuel du crédit aux SNF s'établit en avril à + 9,3 %, après + 7,6 % en mars, un plus haut depuis fin 2008.

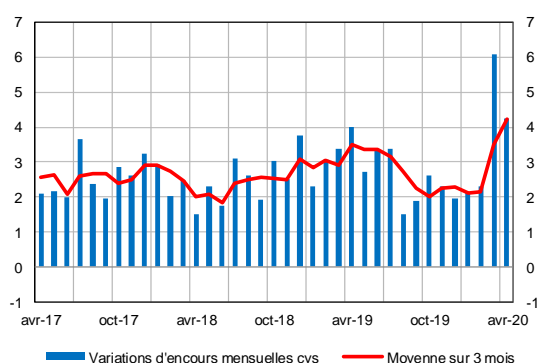
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
		avr-20	fevr-20	mars-20
Total	1 127	5,1	7,6	9,3
Investissement	780	6,1	6,4	6,3
<i>Équipement</i>	479	7,2	7,8	7,7
<i>Immobilier</i>	302	4,5	4,4	4,2
Trésorerie	283	0,1	10,3	16,7
Autres	64	12,1	12,1	16,5

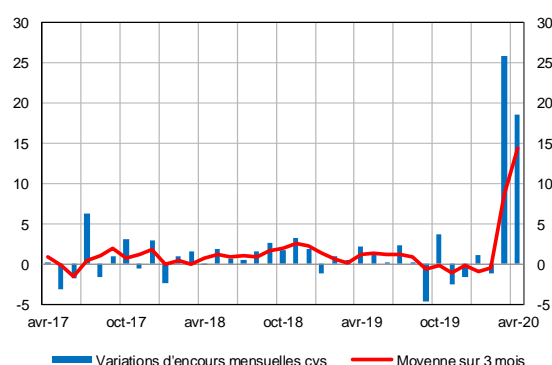
Variation d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variation d'encours mensuelles de crédits de trésorerie (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours
Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL



Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaaleur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

